

Au Journal officiel du 2 au 8 février 2019

11/02/2019

Au Journal officiel du 2 au 8 février 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 2 février 2018 :

- Décret n° 2019-65 du 31 janvier 2019 adaptant **les garanties d'assurance complémentaire santé des salariés mises en place en application de l'article L. 911-7 du Code de la sécurité sociale aux dispositions assurant un accès sans reste à charge à certains frais de santé** . – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret 2019-66 du 1er février 2019 relatif à **l'expérimentation du « pass Culture »** .

Au JO du 3 février 2018 :

- Décret n° 2019-69 du 1er février 2019 portant **publication du protocole annexe à la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés dispensés en France aux ressortissants algériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résidant en Algérie** , signé à Alger le 10 avril 2016. – *Convention publiée par décret n° 82-166 du 10 février 1982.*

Au JO du 5 février 2018 :

- Décret n° 2019-71 du 4 février 2019 relatif à la **revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité à Mayotte** . – *Modification du décret n° 2016-866 du 29 juin 2016.*

Au JO du 6 février 2018 :

- **Conseil d'État, avis n° 420797 du 30 janvier 2019** ;
- **Conseil d'État, avis n° 424581 du 30 janvier 2019** .

Au JO du 7 février 2018 :

- Ordonnance n° 2019-75 du 6 février 2019 relative aux **mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en matière de services financiers** . – *Modification du Code monétaire et financier et du Code des assurances. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière à compter de la date de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord conclu conformément à l'article 50 du traité sur l'Union européenne (cf. art. 6) ;*
- Ordonnance n° 2019-76 du 6 février 2019 portant **diverses mesures relatives à l'entrée, au séjour, aux droits sociaux et à l'activité professionnelle, applicables en cas d'absence d'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne** . – *Ce texte entre en vigueur à compter de la date de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord conclu conformément à l'article 50 du traité sur l'Union européenne (cf. art. 21) ;*
- Ordonnance n° 2019-78 du 6 février 2019 relative à la **préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en matière de transport routier de personnes et de marchandises et de sûreté dans le tunnel sous la Manche** . – *Modification du Code des transports. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 7) ;*

- Décret n° 2019-73 du 5 février 2019 relatif à la **formation professionnelle maritime et à l'organisation des services des affaires maritimes** . – *Modification du Code des transports et du décret n° 2006-142 du 10 février 2006. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 12).*

Au JO du 8 février 2018 :

- Décret n° 2019-79 du 6 février 2019 relatif au **conseil de discipline et à la commission statutaire nationale des praticiens hospitaliers à temps plein et des praticiens des hôpitaux à temps partiel** . – *Modification du Code de la santé publique et du décret n° 2017-1811 du 28 décembre 2017 ;*
- Décret n° 2019-81 du 6 février 2019 portant **autorisation d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Gestion de l'éloignement » (GESTEL) et modifiant le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile** . – *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. – Voir également CNIL, délibération n° 2018-162 du 17 mai 2018 ;*
- Arrêté du 2 août 2018 portant **homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers** . – *Règlement général de l'Autorité des marchés financiers homologuée par arrêté du 12 octobre 2004 ;*
- Arrêté du 29 janvier 2019 fixant les **modalités de déclaration des éléments d'assiette des cotisations dues à la Caisse de garantie du logement locatif social et de la cotisation due à l'Agence nationale de contrôle du logement social** .

La Rédaction législation

© LexisNexis SA